

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS111/1
G/L/217
G/AG/GEN/16
G/RO/D/2
G/LIC/D/16
8 janvier 1998
(98-0037)

Original: espagnol

ETATS-UNIS - CONTINGENT TARIFAIRE A L'IMPORTATION D'ARACHIDES

Demande de consultations présentée par l'Argentine

La communication ci-après, datée du 19 décembre 1997, adressée par la Mission permanente de l'Argentine à la Mission permanente des Etats-Unis et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander l'ouverture de consultations avec les Etats-Unis d'Amérique, conformément aux dispositions de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, de l'article XXII:1 du GATT de 1994, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, de l'article 7 de l'Accord sur les règles d'origine et de l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, au sujet du préjudice commercial subi par mon pays en raison de la manière dont les Etats-Unis administrent le contingent tarifaire à l'importation d'arachides pour la confiserie et de pâte d'arachide, négocié entre les deux gouvernements pendant le Cycle d'Uruguay.

De l'avis du gouvernement argentin, l'interprétation particulièrement restrictive que les Etats-Unis donnent, tant de l'obligation énoncée dans leur liste nationale que des conditions nécessaires pour que la République argentine bénéficie pleinement des concessions accordées, annulerait ou compromettrait les avantages résultant pour l'Argentine directement ou indirectement du GATT de 1994 et de divers accords de l'OMC, et l'empêcherait de réaliser les objectifs desdits accords, ainsi que ceux du GATT de 1994.

Mon gouvernement considère que la façon dont ce contingent est administré pourrait être incompatible, entre autres, mais pas exclusivement, avec les dispositions suivantes:

- a) articles II, X et XIII du GATT de 1994;
 - b) articles premier, 4 et 15 de l'Accord sur l'agriculture;
 - c) article 2 de l'Accord sur les règles d'origine; et
 - d) article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.
-